

LIBÉREZ LES ALGÉRIENS

L'interview des chefs syndicalistes algériens parue dans « l'Express » du 16 novembre 1961 n'a rencontré que le silence le plus honteux de la part des organisations syndicales et politiques françaises. Et pourtant... Ce silence n'en est que *plus accablant* pour elles. Seul « l'Humanité » a feint d'ignorer qu'il s'agissait de responsables authentiques et a fait allusion à « certains Algériens ».

Il n'y a pas si longtemps, le P.C.F. se plaisait à souligner les passages d'un discours de Ben Khedda (le 1-11-61) où ce dernier constatait certaines réactions positives de la « gauche française » à la suite des « ratonnades » du 17-10-61. Cette fois, *les militants communistes ne peuvent plus ignorer* ce que les Algériens pensent *réellement* de l'action du P.C.F. et de la C.G.T. depuis le début de la guerre d'Algérie.

Ce reproche permanent de la Révolution algérienne ne peut manquer d'avoir des répercussions parmi les meilleurs militants communistes. Tôt ou tard, ils devront mettre en cause leur direction incapable de déceler une révolution lorsqu'elle commence (1), incapable également, plus de sept ans après, de lui témoigner le moindre soutien concret et efficace.

Quant à F.O., C.F.T.C., S.F.I.O. et tutti quanti, il y a beau temps qu'elles s'accrochent aux reproches. Vautrées dans leur collaboration de classe, plus sensibles aux critiques de leur « droite » raciste, voire mi-O.A.S. (congrès V.R.P. de la C.F.T.C. et congrès confédéral F.O.), elles ne commencent à s'émouvoir que lorsque la « *France est concernée et qu'il y a danger à la porte (les putsch)* », comme disent les camarades algériens.

A BAS LA RÉPRESSION

La dénonciation de la répression, c'est comme les saisons, cela passe. Mais on ne peut oublier que des dizaines de milliers d'hommes souffrent en prison, que tous les jours on en arrête, que tous les jours on en expédie en Algérie, non pas dans leur douar d'origine, mais dans des CAMPS. Différentes lettres reçues d'ex-détenus algériens en France font état de leur arrivée dans les camps en Algérie OU SE TROUVENT des enfants de 8 et 9 ans, des femmes et des vieillards.

De nouveau la lutte contre l'O.A.S., si l'on peut dire, dans la mesure où l'on demande simplement au pouvoir d'être ferme, escamote la lutte pour l'aide aux prisonniers algériens, pour leur libération. Dans différents défilés, le 29 novembre et le 6 décembre, les « responsables » ignoraient, quand ils ne les combattaient pas ouvertement, les slogans tels que: « Libérez Ben Bella, Paix en Algérie, Les Algériens sont nos frères, Papon assassin ».

Cette timidité se retrouve jusque dans les appels du Secours populaire français. La section Renault de ce mouvement a sorti un appel aux travailleurs pour « le colis de Noël » en cachant pudiquement qu'il s'agit pour l'essentiel d'un appel pour les Algériens détenus. C'est ce que l'on appelle subir la pression raciste; pression d'autant plus forte que les responsables ou militants manquent de fermeté. L'opportunisme ou les reculs tactiques se paient tôt ou tard. C'est ce que remarquent les Algériens lorsqu'après avoir fait le procès des « *attelages de tête* », ils constatent les « dégâts » dans la classe ouvrière.

LES FUTURES MANIFESTATIONS

Plus la victoire du peuple algérien apparaît inéluctable, plus la « gauche » s'enhardit. « On » manifeste ici et là, « on » manœuvre, « on » discute, « on » attend la réponse des uns, le refus des autres, bref « on » s'active. Nous expiions dans les colonnes de ce journal le fond politique de l'affaire et l'attitude des directions ouvrières. Contentons-nous ici de constater que la lutte contre la répression marque un temps d'arrêt, comme si cet aspect risquait de nuire à une politique d'union « démocratique ». Comme si l'on pouvait hésiter un seul instant entre l'alliance avec une révolution et celle avec G. Mollet et la bourgeoisie libérale. Comme si la lutte du peuple algérien se situait sur un autre plan et que nous devions être condamnés à ne nous rencontrer jamais.

Une nouvelle journée d'action doit avoir lieu incessamment à l'appel sans doute de la C.G.T., C.F.T.C., F.E.N. et U.N.E.F. A cette occasion encore, les militants les plus sensibles à la pression de la Révolution algérienne ne manquent pas d'insister VIGOREUSEMENT sur la lutte pour imposer la paix. Ils feront mieux. Comme il sera fait allusion à la menace fasciste de l'O.A.S., à la suppression des libertés démocratiques en France, il sera nécessaire de rappeler que le peuple algérien subit déjà ce fascisme et ne connaît aucune liberté.

La lutte pour les libertés ICI, c'est d'abord la liberté pour tous les emprisonnés algériens. La lutte contre les interdictions de manifester, c'est la possibilité aussi pour les Algériens de le faire sans être assassinés.

Il n'y a pas seulement des locaux de syndicats et partis à protéger, il y a également les Algériens, nos alliés. C'est la tâche numéro 1.

Dans les actions à venir, c'est ce que les travailleurs tenteront d'imposer.

La LIBÉRATION DE BEN BELLA et de tous les emprisonnés algériens.

La LEGALISATION des organisations interdites (telle l'A.G.T.A.).

La PROTECTION des travailleurs algériens par les ouvriers, par leurs syndicats et partis.

La multiplication de toutes les initiatives pour apporter toute l'aide matérielle, toute la solidarité du mouvement ouvrier français à ses frères algériens. Encore une fois comme disent les camarades algériens, cette solidarité « *ils ne la mendient pas* ». Eux, ne l'ont jamais « marchandée » ni « tactiquement adaptée ».

(1) Nous rappelons que le B.P. du P.C.F. du 9-11-1954 (huit jours après le début de l'insurrection) déclarait : « ... Le P.C.F. ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu despires coloniales, si même ils n'étaient pas fomentés par eux... »

Le prochain numéro
paraîtra le
13 janvier